

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

HOPITAL GENERAL DE YAOUNDE

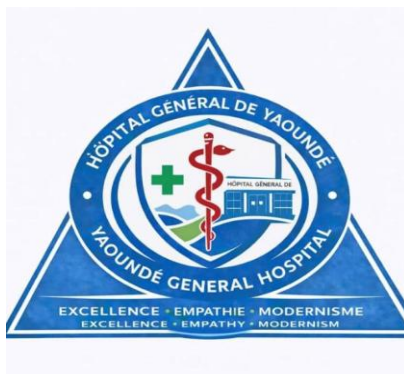
DIRECTION GENERALE

**DIRECTION DES AFFAIRES
ADMINISTRATIVES ET FINANCIERS**

**STRUCTURE INTERNE DE GESTION
ADMINISTRATIVE DES MARCHES
PUBLICS**

B.P 5408 Yaoundé
Tél : (237) 222.21.31.81
Fax : (237) 222.21.20.15

hospitalgeneraldeyaounde@gmail.com



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF PUBLIC HEALTH

GENERAL HOSPITAL OF YAOUNDE

GENERAL DIRECTORATE

**DIRECTORATE OF ADMINISTRATIVE AND
FINANCIAL AFFAIRS**

**INTERNAL STRUCTURE FOR THE
ADMINISTRATIVE
MANAGEMENT OF PUBLIC
PROCUREMENT**

P.O BOX: 5408 Yaoundé
hospitalgeneraldeyaounde@gmail.com

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES

**APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°19/AONO/HGY/CIPM/26
EN PROCEDURE D'URGENCE POUR LE REAMENAGEMENT DE L'UNITE DES
SOINS INTENSIFS (REANIMATION)
DE L'HOPITAL GENERAL DE YAOUNDE**

FINANCEMENT : FONDS PROPRES. IMPUTATION BUDGETAIRE : 24-12-30

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

PIECE N°1 : AVIS D'APPEL D'OFFRES
Version Française

1. OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le Directeur Général de l'Hôpital Général de Yaoundé lance un Appel d'Offres National Ouvert en Procédure d'Urgence pour **le réaménagement de l'Unité des Soins Intensifs(REANIMATION) de l'Hôpital Général de Yaoundé.**

2. CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations du présent appel d'offres comprennent **le réaménagement de l'Unité des Soins Intensifs(REANIMATION) de l'Hôpital Général de Yaoundé**, tel que présentée dans la Pièce N°5 en annexe cet AAO : **Cahier des Clauses Techniques Particulières).**

3. ALLOTISSEMENT

Le présent appel d'offres est regroupé en un lot unique

4. COUT PREVISIONNEL

Le coût prévisionnel total à l'issue des études préalables est de **F CFA 60 000 000 (Soixante millions)**

5. DELAI DE LIVRAISON

Le délai maximum de livraison des travaux prévu par le Maître d'Ouvrage est de **huit (08) semaines** à partir de la date de notification de l'ordre de service.

6. PARTICIPATION ET ORIGINE

La participation au présent appel d'offres est réservée aux entreprises catégorisées en D et plus dans le secteur du BTP, installées au Cameroun, ayant une expérience dans ce type de travaux.

7. FINANCEMENT

Les prestations objet du présent appel d'offres sont financées sur **Fonds propres HGY-Imputation budgétaire : 24-12-23**

8. MODE DE SOUMISSION

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est **en ligne**

9. CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives une caution de soumission acquittée à la main (suivant modèle joint) **au montant de 500 000 (cinq cent mille) FCFA** et d'une durée de validité de cent-vingt (120) jours, délivrée par un banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisée par le Ministère en charge des Finances du Cameroun à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics ou toute autre forme prévue par la réglementation en vigueur (Chèque certifié, chèque de banque, hypothèque légale) sauf dispositions contraires prévues par la convention de financement; Le récépissé du dépôt du cautionnement provisoire délivré par la caisse des Dépôts et Consignations (CDEC) ou la preuve du virement du compte du soumissionnaire au compte de la CDEC du montant équivalent à ladite caution par l'établissement bancaire de cette caution provisoire.

Dans le cas de la soumission en ligne, le récépissé et la copie de de la caution de soumission, délivrés par la CDEC, sont jointes dans l'offre du soumissionnaire, tandis que leurs originaux sont remis à la Commission de passation des marchés compétentes, lors de la séance d'ouverture des offres.

A cette caution devra être jointe le récépissé de la Caisse de Dépôt et de Consignation (CDEC) d'un montant égal à celui du cautionnement.

10. CONSULTATION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables au niveau de la SIGAMP de l'Hôpital Général de Yaoundé, B.P. : 5408 Yaoundé, Tél. : 222 20 39 53, fax : 222 21 20 15 dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses email : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. ACQUISITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier peut être obtenu au Secrétariat de la SIGAMP de l'Hôpital Général de Yaoundé, Tél. : 222 20 39 53, fax : 222 21 20 15 dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable de **cent mille (100 000) FCFA** payable au compte n°335988 ouvert au nom de « Compte Spécial CAS- ARMP » à la BICEC de Yaoundé.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. REMISE DES OFFRES

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS ou toute autre moyen de communication électronique officiel à préciser par le maître d'ouvrage au plus **tard le 13 Octobre 2026, à 13 heures précises, heure locale**.

Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessous dans les délais impartis.

**APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°19/AONO/HGY/CIPM/26
EN PROCEDURE D'URGENCE POUR LE REAMENAGEMENT DE L'UNITE
DES SOINS INTENSIFS (REANIMATION) DE L'HOPITAL GENERAL DE YAOUNDE
FINANCEMENT : FONDS PROPRES. IMPUTATION BUDGETAIRE : 24-12-30
CLE DE SAUVEGARDE**

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour le Dossier Administratif ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre

13. RECEVABILITE DES PLIS

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Toute offre en noir sur blanc pour la soumission en ligne ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission ;
- Toute offre non conforme aux prescriptions du DAO,
- L'absence de la quittance d'achat du DAO,

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière de première catégorie agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente.

14. OUVERTURE DES PLIS

L'ouverture des plis se fera en un temps.

L'ouverture des offres (administratives, techniques et financières) aura lieu au plus **tard le 13 Octobre 2026, à 14 heures précises, heure locale** par la Commission Interne de Passation des Marchés de l'Hôpital Général de Yaoundé dans la Salle des réunions de la Direction Générale de l'Hôpital Général de Yaoundé.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. CRITERES D'EVALUATION

15. 1 Critères éliminatoires

1	Absence du cautionnement de soumission accompagnée du récépissé CDEC ; Dans le cas de la soumission en ligne, le récépissé et la copie de de la caution de soumission, délivrés par la CDEC, sont jointes dans l'offre du soumissionnaire, tandis que leurs originaux sont remis à la Commission de passation des marchés compétentes, lors de la séance d'ouverture des offres sous peine de rejet.
---	--

2	La non -production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis ;
3	Absence de la déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défailtantes établie par le MINMAP ;
4	Absence de la capacité financière (Ligne de crédit disponible) délivrée par une banque de premier ordre agréé par le Ministre en charge des Finances d'au moins 18 000 000 (Dix-huit millions) FCFA ;
5	Absence de la charte d'intégrité datée et signée
6	Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales
7	Absence de l'attestation de visite des lieux datée, cachetée et signée
8	Absence de la catégorisation de type : D et Plus dans le seteur du BTP
9	Absence d'une soumission timbrée, datée et signée (voir modèle joint)
10	Absence d'un Bordereau des prix unitaires (BPU) suivant le modèle joint avec indication des prix hors TVA en chiffres et en lettres ; rempli de manière lisible ; paraphé à toutes les pages et signé à la dernière page;
11	Absence d'un Devis Quantitatif et Estimatif daté, signé et cacheté, avec indication des montants hors TVA et Toutes Taxes Comprises ;
12	Absence du sous – détail des prix unitaires quantifiés paraphé à toutes les pages (voir modèle joint).
13	L'omission dans l'offre financière d'un prix unitaire quantifié.
14	Fausse déclaration, documents falsifiés ou non authentique, manœuvres frauduleuses ;
15	Absence de la copie de sauvegarde ;
16	Non-respect du format de fichiers des offres soumises en ligne
17	Non-respect d'au moins 70% des critères essentiels
18	Absence de la quittance d'achat du DAO
19	Absence de l'Agrément du MINSANTE

15.2 CRITERES ESSENTIELS

1	La présentation de l'offre
2	La méthodologie d'exécution des travaux(Planning des travaux, Rapport de visite du site, propositions et suggestions sur le CCTP)
3	Le délai d'exécution des travaux inférieur ou égal à celui du Maître d'Ouvrage
4	Les Preuves d'acceptation des clauses du marché (CCTP et CCAP visés, paraphés et signés avec la mention « Lu et approuvé)

16. ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre financière est évaluée la moins-disante.

17. DUREE DE VALIDITE DES OFFRES

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) *jours* à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

18. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Secrétariat de la SIGAMP de l'Hôpital Général de Yaoundé, Tél. : 222 20 39 53, fax : 222 21 20 15 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

19. DISPOSITIONS RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48

Yaoundé.

LE DIRECTEUR GENERAL

Ampliations :

- MINMAP
- ARMP (for publication)
- DG/HGY
- President CIPM-HGY (for information)
- DAAF/HGY
- Posting (for information)

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

HOPITAL GENERAL DE YAOUNDE

DIRECTION GENERALE

**DIRECTION DES AFFAIRES
ADMINISTRATIVES ET FINANCIERS**

**STRUCTURE INTERNE DE GESTION
ADMINISTRATIVE DES MARCHES PUBLICS**

B.P 5408 Yaoundé

Tél : (237) 222.21.31.81

Fax : (237) 222.21.20.15

hospitalgeneraldeyaounde@gmail.com



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF PUBLIC HEALTH

GENERAL HOSPITAL OF YAOUNDE

GENERAL DIRECTORATE

**DIRECTORATE OF ADMINISTRATIVE AND
FINANCIAL AFFAIRS**

**INTERNAL STRUCTURE FOR THE
ADMINISTRATIVE
MANAGEMENT OF PUBLIC
PROCUREMENT**

P.O BOX: 5408 Yaoundé

hospitalgeneraldeyaounde@gmail.com

YAOUNDE GENERAL HOSPITAL (YGH)

OPEN NATIONAL TENDER NOTICE NO. 19/AONO/HGY/CIPM/26 IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE REDEVELOPMENT OF THE INTENSIVE CARE UNIT (RESUSCITATION) FROM YAOUNDE GENERAL HOSPITAL FINANCING: OWN FUNDS. BUDGET CHARGE: 24-12-30

1. PURPOSE OF THE TENDER

The Director General of the General Hospital of Yaoundé launches a National Open Call for Tenders in Emergency Procedure **for the redevelopment of the Intensive Care Unit (RESUSCITATION) of the General Hospital of Yaoundé.**

2. CONSISTENCY OF SERVICES

The services of this call for tenders include **the refurbishment of the Intensive Care Unit (REANIMATION) of the General Hospital of Yaoundé**, as presented in Exhibit N°5 in annex this AAO: Specified Technical Clauses).

3. ALLOTMENT

This call for tenders is grouped into **a single lot**

4. ESTIMATED COST

The total estimated cost of the preliminary studies is **F CFA 60 000 000 (Sixty million)**

5. DELIVERY TIME

The maximum delivery period for work provided by the Client is **eight (08) weeks** from the date of notification of the service order.

6. PARTICIPATION AND ORIGIN

Participation in this call for tenders is reserved for companies categorized in D and above in the construction sector, based in Cameroon, with experience in this type of work.

7. FINANCING

The services covered by this call for tenders are financed **from own Funds-Budgetary allocation: 24 12 30**

8. SUBMISSION METHOD

The submission method selected for this consultation is **online**.

9. TENDER BOND

Each tenderer must attach to its administrative documents a tender security paid by hand (according to mode I attached) in the amount of 500,000 (five hundred thousand) FCFA and with a validity period of one hundred and twenty (120) days, issued by a bank of the first order or a financial organization of the first category authorized by the Ministry of Finance of Cameroon to issue guarantees in the context of public procurement or any other form provided for by the regulations in force (certified check, bank check, legal mortgage) unless otherwise provided for by the financing agreement; The receipt of the deposit of the provisional security issued by the Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC) or proof of the transfer of the account of the tenderer to the account of the CDEC of the amount equivalent to said guarantee by the banking institution of this provisional security.

In the case of the online tender, the receipt and the copy of the tender security, issued by the CDEC, shall be attached to the tenderer's tender, while their originals shall be submitted to the relevant Procurement Commission at the opening of the tenders.

The receipt of the Caisse de Dépôt et de Consignation (CDEC) for an amount equal to that of the guarantee must be attached to this deposit.

10. CONSULTATION OF THE TENDER DOCUMENTS

The documents may be consulted during business hours at the SIGAMP office of the Yaoundé General Hospital, P.O. Box 5408 Yaoundé, Tel.: 222 20 39 53, Fax: 222 21 20 15, upon publication of this notice.

It may also be consulted online on the COLEPS platform at the following email addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.arpmp.cm).

11. ACQUISITION OF THE TENDER DOCUMENTS

The tender documents can be obtained from the SIGAMP Secretariat at Yaoundé General Hospital, Tel.: 222 20 39 53, Fax: 222 21 20 15, upon publication of this notice, **upon payment of a non-refundable fee of one hundred thousand (100,000) FCFA payable to account no. 335988 opened in the name of "CAS-ARMP Special Account" at BICEC in Yaoundé.**

It is also possible to obtain the electronic version of the tender documents by free download from the addresses indicated above. However, submission by physical or electronic means is conditional upon payment of the tender document purchase fee.

12. SUBMISSION OF BIDS

The bid must be submitted by the bidder via the COLEPS platform or any other official electronic communication method specified by the Contracting Authority **no later than October 13, 2026, at 13:00 PM sharp (local time)**.

A backup copy of the bid, saved on a USB flash drive or CD/DVD, must be submitted in a sealed envelope clearly and legibly marked "backup copy," in addition to the details below, within the prescribed timeframe.

**OPEN NATIONAL TENDER NOTICE NO. 19/AONO/HGY/CIPM/26
IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE REDEVELOPMENT
OF THE INTENSIVE CARE UNIT (RESUSCITATION)
FROM YAOUNDE GENERAL HOSPITAL
FINANCING: OWN FUNDS. BUDGET CHARGE: 24-12-30**

BACKUP COPY

The maximum file sizes for documents submitted on the platform and constituting the bidder's offer are as follows:

- 5 MB for the Administrative File;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The accepted formats are as follows:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

The candidate must use compression software to reduce the size of the files to be submitted.

13. ADMISSIBILITY OF LETTERS

The administrative documents, the technical offer and the financial offer must be placed in separate envelopes and sealed.

The Contracting Authority shall not accept:

- Any offer in black and white for online submission;
- Folds that do not conform to the method of submission;

- Any offer that does not comply with the requirements of the DAO
- The absence of the DAO purchase receipt,

Any bid that is incomplete in accordance with the requirements of the Call for Tenders Documents will be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a first-class organization or financial institution approved by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public procurement, or failure to comply with the models of the documents in the Call for Tenders Documents, will result in the outright rejection of the offer without any recourse. A bid bond produced but having no connection with the consultation in question is considered absent.

14. OPENING OF BIDS

The bids will be opened in a single session.

The opening of the bids (administrative, technical, and financial) will take place than October 13, 2026, at 14:00 PM, local time by the Internal Procurement Committee of the Yaoundé General Hospital in the meeting room of the General Directorate of the Yaoundé General Hospital.

Under penalty of rejection, the required administrative documents must be submitted in original form or certified copies from the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Specific Regulations of the Invitation to Tender. They must be less than three (3) months old from the original bid submission date or have been prepared after the date of signature of the invitation to tender.

In the event of absence or non-compliance of a document in the administrative file when the bids are opened after a period of 48 hours granted by the Commission, the offer will be rejected.

15. EVALUATION CRITERIA

15.1 Eliminary criteria

1. Absence of the bid bond accompanied by the CDEC receipt; In the case of the online bid, the receipt and the copy of the bid bond, issued by the CDEC, are attached to the bidder's bid, while their originals are submitted to the competent Procurement Commission, at the opening session of the bids under penalty of rejection.
2. 2Non-production beyond the 48-hour period after the opening of the folds of a piece of the administrative file deemed non-compliant or absent at the time of opening of the folds;
3. Absence of the declaration of honor stating that the tenderer has not abandoned a contract in the last three years, and that it is not on the list of defaulting companies established by MINMAP;
4. Absence of the financial capacity (available credit line) issued by a bank of first order approved by the Minister in charge **of Finance of at least 18,000,000 (Eighteen million) FCFA;**
5. Absence of the dated and signed Integrity Charter
6. Absence of the declaration of commitment to environmental clauses
7. Absence of a dated, sealed and signed site visit certificate
8. Absence of type categorization: D and Plus in the construction sector
9. Absence of a stamped, dated and signed submission (see attached template)
10. Absence of a unit price slip (BPU) following the model attached with indication of prices excluding VAT in figures and letters; filled in legibly; initialed on all pages and signed on the last page;
11. Absence of a Quantitative and Estimated Quote dated, signed and stamped, with indication of the amounts excluding VAT and All Taxes Included;
12. Absence of sub-detail of quantified unit prices initialed on all pages (see attached template).
13. The omission from the financial offer of a quantified unit price.
14. False declaration, falsified or inauthentic documents, fraudulent maneuvers;
15. Absence of backup copy;
16. Failure to comply with the file format of offers submitted online
17. Failure to meet at least 70% of the essential criteria
18. Absence of the DAO purchase receipt
19. Absence of approval of MINSANTE

15.2 ESSENTIAL CRITERIA

1. The presentation of the offer
2. Methodology for the execution of the work (Work schedule, Site visit report, proposals and suggestions on the PTAC)
3. The period of execution of the works less than or equal to that of the contracting authority
4. Proof of acceptance of contract terms (CCTP and CCAP endorsed, initialed and signed with the words "Read and approved")

16. CONTRACT AWARD

The Contracting Authority or the Delegated Contracting Authority will award the contract to the bidder who has submitted a bid that meets the required technical and financial qualification criteria and whose bid is evaluated as the lowest priced.

17. BID VALIDITY

Bidders remain bound by their bid for ninety (90) days from the deadline for submission of bids.

18. ADDITIONAL INFORMATION

Additional information may be obtained during business hours at [service (SIGAMP), door number, PO Box, telephone, fax, email] or online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or by any other electronic means of communication indicated by the Contracting Authority.

19. PROVISIONS RELATING TO THE FIGHT AGAINST CORRUPTION

To report any practices, facts, or acts of corruption, please call CONAC at 1517, or the Public Procurement Authority (MINMAP) (text message or call) at (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

THE GENERAL MANAGER

Copies to:

- MINMAP
- ARMP (for publication)
- DG/HGY
- ARMP/ CE
- President CIPM-HGY (for information)
- DATF/HGY
- Posting (for information)